

Garantir l'indépendance de la science : un défi contemporain pour la sexologie

Ensuring the independence of science: a contemporary challenge for sexology

Pierre Bondil¹, Brice Gouvernet², Françoise Adam³

¹ Urologue-oncologue-sexologue, président de l'Association interdisciplinaire post-universitaire de sexologie (Aius)

² Rédacteur en chef de *Sexologies*

³ Rédactrice en chef adjointe de *Sexologies*

« La science n'est pas infaillible. Elle se trompe parfois. Et c'est parce qu'elle se trompe qu'elle est la science. Elle se met en question. Il n'y a que l'opinion qui ne se trompe pas. »

Citation attribuée à Michel Serres.

Le thème de la Journée mondiale de la santé sexuelle du 4 septembre 2025 – « Justice sexuelle : que pouvons-nous faire ? » – rappelle un enjeu central : la justice sexuelle est indispensable pour garantir à chacun et à chacune, santé et droits sexuels sans peur, honte ni stigmatisation. Cette exigence implique un accès universel à une éducation sexuelle complète, à des soins de qualité et à une information scientifiquement validée et compréhensible (WAS, 2025). La Déclaration des droits sexuels affirmait, dès 1997, le droit à une information exacte, diversifiée et non censurée en matière de sexualité (WAS, 2014).

Un droit menacé par la désinformation

Malgré des progrès considérables, la défiance envers la science s'intensifie (Molimard, 2025). Si l'ère numérique a démocratisé la parole, elle a aussi démultiplié la désinformation et amplifié la mésinformation. Dans l'environnement actuel, où l'attention se

monnaye, manipuler l'information, fausser les récits et déformer les faits peuvent être plus lucratifs que diffuser la vérité (Rudan, 2025). La viralité des réseaux sociaux favorise l'« infobésité » et la prolifération d'infoparades rendant l'accès à des sources fiables toujours plus difficile. Cette désinformation fragilise la cohésion sociale, mine la confiance institutionnelle et exacerbe les divisions, ce qui explique qu'elle soit en tête des principaux risques mondiaux à court terme depuis deux ans (World Economic Forum, 2025).

Paradoxalement, nous sommes moins informés mais davantage influencés, car l'émotion l'emporte sur la preuve et la rumeur sur le raisonnement (Rudan, 2025 ; Vincent, 2025). Ce vacarme informationnel est orchestré par les géants du numérique : leurs algorithmes font office de mégaphones surpuissants qui étouffent la vérité et la diversité des voix au profit de logiques mercantiles ou idéologiques (L'Express, 2022, Haye, 2023, ministère de la Santé, 2025). Dans ces espaces de faible régulation – véritable *Far West* numérique – indifférence, simplification, complotisme, soupçon, propagande et manipulation supplantent la rigueur collective de la démarche scientifique (Unesco, 2019 ; Frizelle, 2025 ; Murthy, 2025 ; Rudan, 2025). Facteur aggravant, une rumeur fausse circule désormais bien plus vite qu'un fait vérifié et réfuter une fausse

Pour citer cet article. Bondil P, Gouvernet B, Adam F. Garantir l'indépendance de la science : un défi contemporain pour la sexologie. *Sexologies* 2025; 34(3): 117-121. doi: 10.1684/sexol.2025.74

information exige bien plus d'énergie que de la produire (loi de Brandolini) (Haye, 2023 ; Vincent, 2025).

Quand la science recule, la justice régresse et la démocratie chancelle

De fait, la science repose sur une démarche de « *doute organisé* » (Bachelard, 1938) : la capacité d'autocorrection et d'humilité fonde sa crédibilité, à la différence de l'opinion, « *qui ne se trompe pas* ». Le rationalisme n'est pas une doctrine figée, mais une méthode de rectification continue : « *la science progresse [ainsi, et] non par respect des autorités établies, même scientifiques* » (Bachelard, 1938). Hanna Arendt le rappelait également : « *la liberté d'opinion est une farce si l'information sur les faits n'est pas garantie et si ce ne sont pas les faits eux-mêmes qui font l'objet du débat* » (Arendt, 1989). Quand la croyance supplante la méthode, la raison vacille comme la démocratie.

La sexualité est un terrain particulièrement exposé. Parce qu'elle touche aux normes, au corps, au genre, au symbole et à l'intime, elle est régulièrement instrumentalisée pour des motifs idéologiques ou politiques. Les attaques contre l'égalité homme-femme, les minorités, le genre ou l'éducation sexuelle à l'école prospèrent sur le terreau de l'inertie, de l'ignorance ou du déni des impacts délétères individuels ou sociétaux (Haye, 2023 ; Singh, 2025).

En distordant les faits, cette indifférence à la vérité – ou « *post-vérité* » – s'affranchit du réel, brouille les repères et entretient la défiance (Ioannidis, 2025, Vincent, 2025). Elle occulte la complexité et l'interdépendance de déterminants de santé – multi- et transdisciplinaires – aussi essentiels que la sexualité, le genre, le gradient social ou le statut socio-économique. L'histoire l'a montré : quand les faits deviennent « *alternatifs* », la frontière entre vérité et mensonge s'efface pour laisser la place à la suspicion et au rejet de l'autre. Museler la science, c'est faire reculer la liberté et fragiliser les démocraties qui organisent pluralisme et contradiction.

Des conséquences négatives sanitaires et sociétales majeures

Cette désinformation n'est ni anodine ni neutre, mais dangereuse. En inculquant mensonges et incertitudes,

elle altère la capacité à juger et à décider, notamment chez les plus vulnérables (Rudan, 2025). Ses effets sont réels et lourds (Giami, 2019 ; Gouvernet, 2023 ; Bondil, 2023 ; Singh, 2025) :

- dégradation de la santé globale et du bien-être,
- retard de soins,
- renforcement des inégalités et des discriminations,
- recrudescence des violences,
- pénalisation encore plus dure des femmes et des minorités (sexuelles, culturelles ou sociales) déjà marginalisées.

Plus inquiétant, certains États institutionnalisent cette dérive (Le Monde, 2025). L'interdiction, aux États-Unis, de certains mots-clés – comme « *sexualité* », « *genre* » ou « *femme* » dans les textes officiels fédéraux – illustre cette politisation croissante de la science (Yourish, 2025). De fait, l'allégeance idéologique et la culture de l'intimidation l'emportent sur les savoirs et l'expertise scientifique fondés sur une hiérarchisation des preuves (Frizelle, 2025).

Tandis que la science sauve des vies et la liberté, la censure et les fraudes des revues prédatrices (Abalkina, 2025 ; Richardson, 2025) se traduisent très concrètement par des vies abîmées et une érosion de la confiance du public qui prendra des années à se reconstruire (Frizelle, 2025 ; Murthy, 2025). Les systèmes d'intelligence artificielle générative et conversationnelle risquent d'amplifier ces dérives, d'où une vigilance accrue sur les problèmes de gouvernance, de souveraineté et d'appauvrissement cognitif collectif (Abalkina, 2025 ; Ruban, 2025 ; World Economic Forum, 2025).

Le devoir éthique d'une résistance scientifique collective

Face à ces menaces, le repli sur soi est illusoire car nous ne sommes pas condamnés à l'impuissance (Williamson, 2016). La communauté scientifique – la sexologie en fait pleinement partie – doit faire preuve de solidarité : elle a le devoir de défendre ses valeurs et ses règles structurantes (L'Express, 2024 ; Collège des sociétés savantes académiques de France, 2025 ; Frizelle, 2025 ; Molimard, 2025).

Cette résistance commence par une exigence individuelle : exercer l'esprit critique sur ses propres modèles théoriques et pratiques cliniques. Nos cadres de pensée, modèles théoriques et interactions

cliniques véhiculent – souvent à notre insu – une vision personnelle de la santé, du bien-être ou d'une « sexualité normale » (Even, 2025). En sexologie, domaine mêlant normativités et ignorances, avoir conscience de ces biais prend une acuité particulière : cela engage l'éthique même de nos professions pour la prise en compte du patient en tant que sujet (Gouvernet, 2023). Sans cette lucidité, nous risquons de reproduire, dans nos pratiques, les dérives idéologiques que nous dénonçons dans l'espace public. La connaissance vérifiée doit rester le socle de toute science et justice – sexuelles y compris.

Dans ce cadre épistémologique, l'humilité et la compétence apparaissent aussi essentielles que l'écoute, la bienveillance et la bienveillance. Face aux obstacles déjà décrits il y a près d'un siècle par Gaston Bachelard, chaque membre d'une communauté scientifique – celle de la sexologie comprise – doit cultiver les quatre impératifs d'une « *raison inquiète* » avancés par Bachelard (1938) :

- se déprendre de ses préjugés et opinions,
- éduquer son esprit en lui apprenant à se réformer sans cesse,
- refuser l'argument d'autorité,
- exercer son esprit critique et sa liberté de jugement.

Informer autrement : un enjeu stratégique

Les faits ne peuvent plus être éclipsés par des slogans idéologiques ou mercantiles. Pour faire – ou refaire – société et nation, ne laissons pas une oligarchie et le marché édicter les règles à notre place. La population peut être mieux protégée, à la condition que la communauté scientifique s'engage plus activement dans l'espace public numérique pour défendre la vérité et l'intérêt général, et expliquer « ce que l'on sait » mais aussi « comment on le sait ».

L'Aïus et *Sexologies* – association savante et revue scientifique interdisciplinaires reconnues – partagent une responsabilité déontologique : agréger et rendre plus intelligible l'information sur la sexualité, mais aussi défendre l'indépendance de la recherche pour protéger la société contre l'exclusion, l'arbitraire et l'abandon des plus vulnérables.

Regagner la confiance exige une parole scientifique claire, fiable, impartiale, transparente et adaptée aux usages numériques actuels (Unesco, 2019 ; Bondil, 2023 ; Touzani, 2024). Ce défi collectif suppose d'abord de sortir de l'entre-soi pour diffuser un contre-récit plus constructif, éthique et humaniste. La création de nouveaux espaces numériques d'intérêt général à but non lucratif est aussi une réponse efficiente, à condition de bénéficier d'un label institutionnel spécifique. Le propos de Bachelard (Bachelard, 1938), « *on ne peut rien fonder sur l'opinion : il faut d'abord la détruire* », implique une stratégie multimodale qui :

- mobilise l'écosystème de l'information en santé,
- met à disposition des ressources accréditées et accessibles,
- diffuse des messages clairs sans jargon,
- diversifie les canaux d'information,
- adopte les codes générationnels et communautaires des réseaux sociaux,
- respecte les règles de régulation européennes.

La publication d'un guide d'utilisation de l'intelligence artificielle (HAS, 2025) et la création d'un Observatoire national de la désinformation en santé (ministère de la Santé, 2025) illustrent cette priorité stratégique. La formation des professionnels doit désormais intégrer la culture numérique.

Protéger la science, c'est protéger la liberté

Associations savantes, revues scientifiques, professionnels de santé, chercheurs, acteurs académiques, associatifs et institutionnels : nul ne peut rester spectateur de ce marketing d'influence délétère. Nous devons investir sans tarder les espaces numériques où se façonne désormais l'opinion publique (Williamson, 2016 ; Haye, 2023 ; Vincent, 2025) étant donné que « *l'opinion pense mal ; elle ne pense pas : elle traduit des besoins en connaissances* » (Bachelard, 1938).

Dans ce cadre, l'Aïus et *Sexologies*, acteurs scientifiques proactifs et pertinents, ont un rôle clé pour sensibiliser le monde de la santé et le grand public aux enjeux de la sexualité. Néanmoins, chaque sexologue – certifié et accrédité – peut déjà être, à son niveau, un acteur en santé sexuelle médiateur de savoirs, d'où l'importance de la formation universitaire et de

la reconnaissance des compétences professionnelles (Bondil, 2023).

Résister au quotidien à la désinformation n'est donc plus une option, mais une priorité stratégique pour agréger, contextualiser et rendre plus intelligible l'information, notamment en santé. Cela redonnera du sens au mot « savoir », non comme un pouvoir, mais comme une responsabilité visant à restaurer la confiance du public. Cet impératif éthique collectif vise à protéger les générations actuelles et futures qui ne doivent pas être pénalisées par nos inactions (Williamson, 2016). La démarche scientifique n'est pas qu'une affaire d'experts mais un bien commun universel et un socle de rationalité, moteur de progrès social et garant du débat démocratique. Défendre le savoir crédible garantit une société libre où santé, justice et droits liés à la sexualité sont une réalité vécue par tous. Dans ce but, la prise en compte de l'universalisme proportionné (Bondil, 2023) doit être associée à la préservation d'une « boussole cognitive » qui dépendra de la capacité à identifier et à s'approprier les informations les plus pertinentes au niveau individuel et collectif, plus que de la quantité de ces informations (Rudan, 2025).

Conclusion

Lutter contre la désinformation représente dorénavant un impératif de santé publique, de démocratie et d'éthique professionnelle. La responsabilité de la communauté scientifique est de garantir son indépendance et de défendre la vérité et la culture, clés indispensables à la préservation de la liberté, de la justice et des droits, notamment sexuels. Particulièrement affectée par la désinformation, la sexologie partage cette mission universelle et humaniste. Elle a la responsabilité singulière de faciliter la rencontre de l'« autre » : préserver ou rétablir la santé de l'intime et les droits sexuels des millions d'individus et de couples diversement affectés par le vieillissement, la maladie, le handicap, la précarité socio-économique et, désormais... par la désinformation.

Liens d'intérêt

Les auteurs déclarent n'avoir aucun lien d'intérêt en rapport avec cet article.

Références

1. Abalkina A, Aquarius R, Bik E, et al. 'Stamp out paper mills' – science sleuths on how to fight fake research. *Nature* 2025;637:1047-50.
2. Arendt H. *La crise de la culture. Huit exercices de pensée politique*. Paris: Gallimard, coll. « Folio Essais »; 1989. p. 303-5.
3. Bachelard G. *La formation de l'esprit scientifique. Contribution à une psychanalyse de la connaissance objective*. Paris: Vrin; 1938/1971.
4. Bondil P. Acteurs en santé sexuelle : comment répondre aux besoins des populations vulnérables. Mise au point de l'Association interdisciplinaire post-universitaire de sexologie (Aius) (deuxième partie). *Sexologies* 2023;32:96-112.
5. Collège des Sociétés Savantes Académiques de France. Lettre de soutien au mouvement Stand-up for Science aux USA et en France. 4 mars 2025. <https://societes-savantes.fr>
6. Even G. Interroger ses valeurs, ses convictions et représentations de soignant. Apport du concept de « fonction apostolique » de Michael Balint. *Ethique Santé* 2025;22:64-9.
7. Frizelle F, Abbasi K, Bachelet VC, et al. Global cost of silencing science: editors and publishers have a duty to resist. *Lancet* 2025;406:789-91.
8. Giami A, Py B, eds. *Droits de l'Homme et sexualité. Vers la notion de droits sexuels ?* Paris: éditions des archives contemporaines; 2019.
9. Gouvernet B, Adam F. La sexologie, un champ d'intervention et une discipline scientifique autonome ? *Sexologies* 2023;32:87-93.
10. Haute Autorité de Santé. *Guide de bonnes pratiques : Premières clefs d'usage de l'IA générative en santé dans les secteurs sanitaire, social et médico-social. A.V.E.C. : Apprendre – Vérifier – Estimer – Communiquer*. Octobre 2025. www.has-sante.fr
11. Haye L. *Les notes scientifiques de l'office. Face à l'explosion des données : prévenir la submersion*. Note N° 36. 2023. <http://www.assemblee-nationale.fr/commissions/opecst-index.asp> <http://www.senat.fr/opecst>
12. Ioannidis JPA. Scientific communication in the post-truth era. *J Clin Epidemiol* 2022;145:1-4.
13. L'Express. Tribune d'un collectif de médecins et chercheurs. Réseaux sociaux, médias : « Mettons fin à la propagation impunie de fausses informations médicales ». *L'Express* 2024 janv 29. <https://www.lexpress.fr>
14. Le Monde. Tribune : « Défendons les sciences face aux nouveaux obscurantismes ». *Le Monde* 2025 mars 4. <https://www.lemonde.fr>
15. Ministère de la Santé. *Lutte contre l'obscurantisme et la désinformation en santé*. 2025 août 27. <https://sante.gouv.fr>
16. Molimard M, Bégaud B, Costagliola D, et al. *Plaidoyer pour une information santé fiable et accessible*. 2025. <https://www.lepoint.fr/sante/plaidoirie-pour-une-information-sante-fiable-et-accessible>
17. Murthy V, Adams A, Carmona R, et al. Editorial. It's our duty to warn the nation about RFA Jr. *Washington Post* 2025 oct 7. <https://www.washingtonpost.com>
18. Richardson RAK, Hong SS, Byrne JA, et al. The entities enabling scientific fraud at scale are large, resilient, and growing rapidly. *Proc Natl Acad Sci USA* 2025;122:e2420092122.
19. Singh S, Sedgh G, Owolabi O, et al. Protecting global sexual and reproductive health and rights in the face of retrograde US policies and positions. *Lancet* 2025;405:1650-3.
20. Touzani R, Allaire C, Schultz E, et al. *Littérature en santé : rapport de l'étude Health Literacy Survey France 2020-2021*. Saint-Maurice: Santé publique France; 2024 mai. 99 p. <https://www.santepubliquefrance.fr>

21. Unesco. *Penser la littératie à l'ère des infos*. Paris: Unesco; 2019. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf000037269>
22. Vincent EM, Crisan D, Carniel B. *Measuring the State of Online Disinformation in Europe on Very Large Online Platforms. First report of the SIMODS project*. 2025. <https://science.feedback.org>
23. Rudan I. Editor's view: Value of information in the 21st century - examples from science, medicine, policy, media, and markets. *J Glob Health* 2025;15:01003.
24. Williamson P. Take the time and effort to correct misinformation. *Nature* 2016;540:171.
25. World Association for Sexual Health. *Declaration of sexual rights*. Valencia, Espagne; 1997, révisée en mars 2014. <http://www.worldsexology.org/resources/declaration-of-sexual-rights>
26. World Association for Sexual Health. *Porto Proclamation on Sexual Health, Rights and Justice*. 2025 sept. <https://www.worldsexual-health.net/porto-proclamation>
27. World Economic Forum. *Global risks report 2025 : Conflits, environnement et désinformation*. 2025. <https://reports.weforum.org>
28. Yourish K, Daniel, Datar S, et al. These words are disappearing in the new Trump administration. *New York Times* 2025 mars 7. <https://www.nytimes.com>